



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE NEW DELHI

N° 26 – Du 24 au 30 juin 2022

En bref

Afghanistan : Interventions des pouvoirs publics pour baisser les prix du carburant.

Bhoutan : Approfondissement des liens commerciaux avec l'Inde.

Inde : *Indicateurs macro-économiques* : Nomura revoit à la baisse la prévision de croissance du PIB de l'Inde pour 2023 à 4,7% et à 7% pour 2022/23. Maintien de l'indice des prix à la consommation en juin à 7%. Les prix de gros continuent leur forte hausse au mois de juin. Forte progression de la production industrielle en mai, en liaison avec un effet de base. *Politique monétaire* : La roupie atteint un nouveau plancher, légère baisse des indices boursiers. La RBI annonce la convertibilité de la roupie pour les échanges internationaux. *Politique commerciale* : Creusement du déficit commercial à 40,1 Mds USD au mois de juin. *Informations sectorielles* : SpiceJet enregistre neuf incidents techniques en moins d'un mois. Les techniciens de maintenance d'Indigo se déclarent malades pour protester contre des salaires trop bas. L'ATF est exempté d'accise pour les vols internationaux des compagnies indiennes. Le ministère de l'aviation civile publie la deuxième liste provisoire des 23 bénéficiaires du régime plan d'incitation lié à la production (PLI) pour les drones. Le ministère des énergies renouvelables publie une nouvelle stratégie pour développer l'éolien offshore en Inde. Le ministère de l'électricité annonce l'approbation de 24 Mds USD de subventions pour soutenir la modernisation de 38 entreprises de distribution d'électricité.

Maldives : Hausse de la TVA à partir de 2023.

Népal : Exportations d'électricité vers l'Inde d'une valeur de 27 M USD au mois de juin.

Pakistan : Accord avec le FMI qui débloque 1,17 Mds USD. Réduction du prix des carburants grâce à des subventions du gouvernement.

Sri Lanka : Manifestations et démission du Président. Extension au cas par cas du moratoire sur les dettes jusqu'à fin 2022. Résorption du déficit commercial à 404 M USD en mai.

Afghanistan

Interventions des pouvoirs publics pour baisser les prix du carburant

Le ministère afghan du Commerce et de l'Industrie a signé un contrat avec la compagnie pétrolière turkmène Yama afin d'offrir de l'essence à un tarif plus réduit dans douze stations-services de Kaboul. Le ministre du Commerce et de l'Industrie par intérim, Nooruddin Azizi a déclaré que l'essence sera vendue 78 AFN/L (0,89 USD), contre 88 AFN/L (1 USD) auparavant. A noter que l'Afghanistan est particulièrement touché par la hausse des prix provoquée par la guerre russo-ukrainienne, dans la mesure où le pays importe principalement son pétrole en provenance des États d'Asie centrale, de l'Iran et de la Russie.

Bhoutan

Approfondissement des liens commerciaux avec l'Inde

Le gouvernement indien a délivré une exemption spéciale à l'égard du Bhoutan, en levant la restriction sur les importations de pomme de terre à partir du 4 juillet 2022 et ce, jusqu'en juin 2023.

Cette mesure devrait atténuer les difficultés rencontrées par les commerçants bhoutanais pour exporter des pommes de terre vers l'Inde, principal importateur des pommes de terre bhoutanaises.

Il est également prévu que le gouvernement indien fournisse 111 M de tonnes de charbon par an au Bhoutan via l'entreprise publique Coal India Limited (CIL), afin de répondre aux besoins de l'industrie bhoutanaise et permettre l'approvisionnement en quantité suffisante et l'exportation de produits manufacturés vers l'Inde. A noter que l'actuelle pénurie de charbon au Bhoutan a aussi un impact sur la production

de ciment et sur les activités de construction au Bhoutan.

Inde

Indicateurs macro-économiques

Nomura revoit à la baisse la prévision de croissance du PIB de l'Inde pour 2023 à 4,7% et à 7% pour 2022/23

Nomura, une holding financière japonaise, a revu à la baisse les prévisions de croissance du PIB réel de l'Inde pour l'année calendaire 2023 à 4,77 % contre 5,4 % précédemment. La banque japonaise a attribué cette révision à la baisse à l'impact de la hausse de l'inflation, au ralentissement de l'économie mondiale et au manque d'investissement privé dans les infrastructures sur la dynamique de croissance du pays. Nomura a également révisé les prévisions de croissance pour l'exercice budgétaire 2022/23, à 7%, et pour 2023/24 à 5,5%.

Compte tenu de la détérioration des perspectives d'inflation, que la banque prévoit à 6,6% en moyenne sur 2022/23, Nomura s'attend à ce que la *Reserve Bank of India* (RBI) relève encore ses taux pour les porter à 5,4 % en août et à 5,9 % d'ici décembre 2022.

Maintien de l'indice des prix à la consommation en juin à 7%

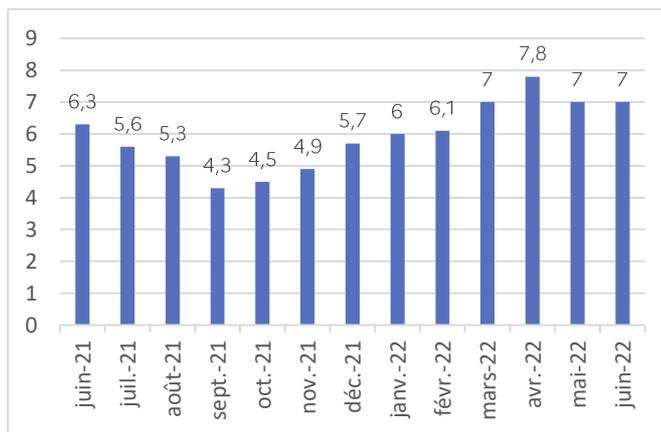
L'indice des prix à la consommation (IPC) progresse de 7,01% en glissement annuel en juin, après 7,04% en mai et 7,8% en avril, ce qui constituait son point le plus haut depuis 18 mois. L'inflation reste ainsi très nettement au-dessus de la limite haute de tolérance de la Banque centrale (RBI) à 4% +/- 2%, pour le sixième mois consécutif mais atteint un niveau en phase avec le consensus de marché et avec la dynamique des grandes économies mondiales. Sur une base séquentielle, l'inflation progresse de 0,64% en mai après 0,76% en mai et 1,24% en avril, ce qui

constituait la plus forte hausse en glissement mensuel depuis six mois.

Le prix des denrées alimentaires, dont la pondération dans l'indice s'élève à 46%, se maintient à 7,8 % en g.a (après 7,8% en mai et 8,1 % en avril) mais augmente sur une base séquentielle (+0,9%). L'autre composante volatile, celle du prix des carburants, dont la pondération dans l'indice est nettement plus faible (7%), accélère à 10,4% en g.a (1% en g.m.), après 9,5% en mai.

La progression de l'inflation sous-jacente ralentit pour s'établir à 6% en juin après 6,4% en mai. Les effets de base ont joué un rôle dans la modération en glissement annuel.

Evolution de l'IPC



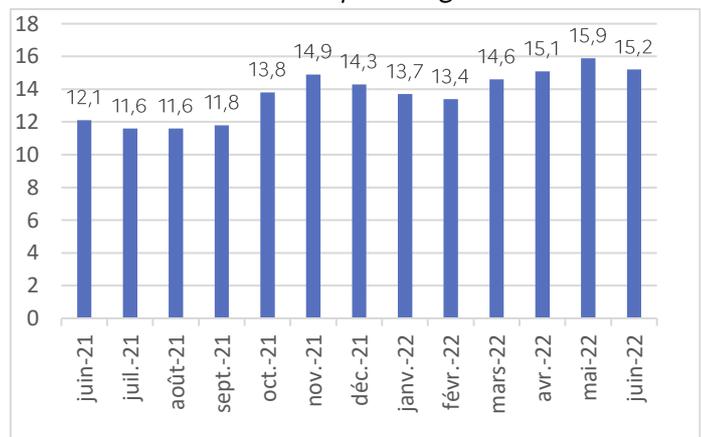
Les prix de gros continuent leur forte hausse au mois de juin

En juin, les prix de gros continuent à croître rapidement, à 15,2% en glissement annuel (g.a), dans le sillage de la tendance affichée depuis plusieurs mois, contre 15,9% en mai et 15,1% en avril. Ce record est essentiellement dû à la hausse des prix de gros de l'énergie, qui atteint 40,4% en juin contre 40,6% en mai, en raison de l'augmentation des cours mondiaux du pétrole. La hausse des prix de gros des biens primaires ralentit légèrement à 19,2% en g.a en mai, contre 19,7% en avril, tandis que celle des produits alimentaires s'accélère, portée à 12,4% après 10,9% en avril. L'inflation des produit manufacturés ralentit à 9,2%, après 10,1% en mai.

Dans le détail, les produits fabriqués à partir de métaux de base (9,7% du total des prix de gros) ont connu un net ralentissement, passant de 18,9% à 12,1%, de même que les produits textiles (4,9%), de 14,9% à 14,6%. Les produits chimiques (6,5%) progressent quant à eux, de 13,9% à 15%. Enfin, les prix de gros du ciment (dont la pondération dans l'indice est de 1,6%) poursuivent leur augmentation, passant de 7,3% à 9,2%.

En glissement mensuel (g.m.), la progression des prix de gros est nulle, contre 1,1% en mai. La hausse des prix des biens primaires (1,5% contre 2,8% en mai), des produits alimentaires (1,3%) et de l'énergie (0,7%) a été compensée par la diminution des prix des produits manufacturés (-0,8%), qui pèse pour 64% de l'indice.

Evolution des prix de gros



Forte progression de la production industrielle en mai, en liaison avec un effet de base

L'indice de la production industrielle progresse de 19,6% en glissement annuel en mai – son niveau le plus élevé depuis huit mois – après une progression de 7,1% en g.a. le mois précédent.

Les trois composantes de l'indice sont en expansion: +10,9% en g.a. pour les activités minières, +20,6% en g.a. pour l'industrie manufacturière et +23,5% en g.a. pour la production d'électricité. Cette croissance a été généralisée, 22 des 23 sous-groupes du secteur manufacturier enregistrant une hausse. Cela s'explique en grande partie par un effet de base

favorable, le mois de mai 2021 ayant été marqué par un nouveau confinement en Inde.

Sur une base mensuelle, l'indice de la production industrielle a augmenté de 2,3 % en g.m. en avril. L'expansion séquentielle a été variée selon les secteurs, avec 14 des 23 sous-secteurs de l'indice de la production industrielle affichant une hausse de la production en glissement mensuel.

En ce qui concerne la ventilation par produits, la production de biens primaires croît de 17,7% en g.a., celle des produits intermédiaires de 17,9%. L'activité de construction progresse également fortement de 18,2% en g.a., tout comme la production de biens d'équipement avec une croissance de 54% en g.a. Enfin, la production de biens durables augmente de 58,5% en g.a., tout comme celle des biens non durables (0,9% en g.a.).

Evolution de l'indice de production industrielle, en g.a.

		Avril-22	Mai-22
Général		7,1	7,1
Activité	Minière	7,8	7,8
	Manufacturière	6,3	6,3
	Electricité	11,8	11,8
Biens	Primaires	10,1	17,7
	Intermédiaires	7,6	17,9
	Durables	8,5	58,5
	Non durables	0,3	0,9
	Capital	14,7	54
	Infrastructures	3,8	18,2

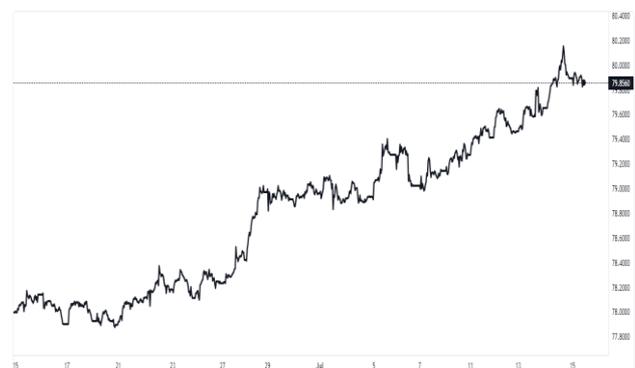
Politique monétaire

La roupie atteint un nouveau plancher, légère baisse des indices boursiers

La roupie indienne a franchi la barre symbolique des 80 INR pour 1 USD le 14 juillet pour atteindre un niveau historiquement bas (80,17 INR) avant de revenir à 79,9 INR à la clôture des marchés. Elle se maintient depuis au-dessus de ce seuil.

La monnaie est fragilisée par l'inflation persistante, la hausse des taux d'intérêt et les dégagements des investisseurs étrangers. La publication des chiffres records de l'inflation américaine (9,1 % en juin) a alimenté les craintes d'un relèvement plus agressif des taux par la Fed pour maîtriser l'inflation, ce qui a été le cas. L'impact négatif de cette situation, largement anticipé par les investisseurs, ne s'est cependant pas beaucoup fait sentir sur la performance du marché boursier indien. Du 9 au 16 juillet, le Nifty 50 a chuté de 1% et le BSE Sensex de 1,2%.

Taux de change INR/USD



La RBI annonce la convertibilité de la roupie pour les échanges internationaux

La Banque centrale (RBI) a approuvé la possibilité de régler les exportations et les importations en roupies. Cette décision devrait permettre de diminuer le risque de change pour les entreprises et de limiter la demande en dollars, ce qui devrait contribuer à une stabilisation de la roupie (voir supra). En parallèle, cette décision devrait permettre de faciliter les échanges internationaux, y compris des pays isolés sur la scène mondiale comme l'Iran ou des pays en crise comme le Sri Lanka. D'après certaines estimations, cette décision de la RBI pourrait conduire à des économies de 30 à 36 Mds USD par an. Il s'agit d'un premier pas vers une convertibilité complète de la roupie.

Cette décision devrait en particulier permettre de faciliter les échanges avec la Russie, dans un contexte de fortes incertitudes sur le rouble. En effet, en dépit d'une forte hausse du commerce

avec la Russie, les échanges ont été limités du fait de problèmes de paiement en raison des fluctuations du rouble et de difficultés de conversion. En particulier, plusieurs exportateurs indiens attendaient cette décision pour pouvoir exporter des produits alimentaires et pharmaceutiques vers la Russie. Pour rappel, l'Inde a importé l'équivalent de 2,5 Mds USD depuis la Russie au mois de mai (30 Mds USD sur une base annuelle), et les importations mensuelles pourraient atteindre 3 Mds USD d'ici la fin de l'année.

Politique commerciale

Creusement du déficit commercial à 40,1 Mds USD au mois de juin

Le déficit commercial s'est creusé en juin au niveau record de 26,2 Mds USD, contre 9,6 Mds USD en juin 2021, soit une augmentation de 173% en g.a. Les exportations ont augmenté de 23,5% en g.a (après +20,6% en mai), portées à 40,1 Mds USD, essentiellement du fait d'un important effet de base. Dans le même temps, les importations ont augmenté de 57,6% en g.a, portées à 66,3 Mds USD en juin. D'après le ministère du Commerce, cette situation est essentiellement due à la hausse des prix du pétrole et de l'or qui pèse sur les importations.

En juin 2022, les importations de pétrole ont en effet presque doublé par rapport au mois de juin 2021, à hauteur de 21,3 Mds USD. Les importations d'or ont augmenté de 183% en g.a à 2,7 Mds USD, tandis que les importations de charbon ont été portées à 6,8 Mds USD contre 1,9 Mds USD à la même période un an plus tôt. Enfin, les importations de service ont augmenté de 48,6%, portées à 16,1 Mds USD. Il convient de noter que le pays était en confinement en juin 2021 et avait ainsi connu une forte réduction de ses importations, ce qui explique la présence d'un important effet de base.

Du côté des exportations, les exportations de produits pétroliers ont plus que doublé à 8,7 Mds USD. Les exportations de bijoux et pierres précieuses ont crû de 25% à 3,5 Mds USD. Les

exportations de service ont crû de 22%, portées à 24,8 Mds USD.

Le déficit commercial devrait peser fortement sur le déficit courant, estimé à 105 Mds USD (3% du PIB) pour le T1 2022/23 d'après ICRA Ltd, une agence de notation indienne. Depuis le début de l'exercice budgétaire 2022/23 (avril 2022 – mars 2023), le déficit commercial se situe à 70,8 Mds USD, contre 31,4 Mds USD à la même période un an plus tôt, soit un creusement de 125% en g.a.

Informations sectorielles

SpiceJet enregistre neuf incidents techniques en moins d'un mois

La pression monte pour SpiceJet, qui a enchaîné neuf incidents techniques pendant le dernier mois, dont celui où un Boeing 737 Max a été détourné vers Karachi en raison du dysfonctionnement d'un voyant lumineux. Le lundi 11 juillet, un vol de SpiceJet a pris du retard après qu'un dysfonctionnement de la roulette de nez a été détecté.

Après cette série de défaillances de la sécurité en vol, la compagnie a été sommée par les autorités de s'expliquer sur ces défaillances en moins de trois semaines. Ces incidents portent un coup à la compagnie en manque de deniers, et, selon une enquête menée par LocalCircles, 44% des passagers aériens indiens commencent à éviter SpiceJet à cause de cette série de défaillance de sécurité en vol.

Cependant, le taux d'occupation de SpiceJet avoisine toujours les 82% en moyenne depuis un mois. Il s'agit du deuxième meilleur taux d'occupation après celui de Vistara, et la compagnie ne semble pas encore être impactée par la mauvaise publicité.

Les techniciens de maintenance d'Indigo se déclarent malades pour protester contre des salaires trop bas

Au cours des 5 derniers jours, les techniciens d'Indigo se sont massivement déclarés malades pour protester contre des salaires trop bas. Indigo a entamé des procédures disciplinaires à l'encontre des techniciens de maintenance.

Indigo a aussi demandé à tous ses techniciens d'aller se justifier auprès du médecin de la compagnie.

Ces prises de congés massives et inattendues perturbent les opérations d'Indigo. Indigo avait souffert de retards importants sur 55% de ses vols le 2 juillet, à cause d'un nombre important de congés maladie. Cette vague de maladie coïncidait avec la seconde phase de recrutement d'Air India.

Des techniciens de Go First auraient aussi massivement pris congés depuis 3 jours. Indigo avait réduit les salaires de ses employés au moment des pics de COVID. L'arrivée d'Akasa Air, de Jet Airways 2.0, et la reconstruction du conglomérat TATA encourage les employés d'Indigo à chercher des pâturages plus verts.

L'ATF est exempté d'accise pour les vols internationaux des compagnies indiennes

Le 8 juillet 2022, dans une déclaration, le ministère de l'aviation indien a confirmé l'exemption des droits d'accise de 11% sur l'ATF pour les vols internationaux des compagnies indiennes. Les compagnies indiennes subissent déjà les prix records du kérosène qui freinent leur retour à la rentabilité.

Le ministère de l'aviation civile publie la deuxième liste provisoire des 23 bénéficiaires du régime plan d'incitation lié à la production (PLI) pour les drones

Le ministère de l'Aviation civile a présenté 12 fabricants de drones et 11 fabricants de pièces de drones dans sa deuxième liste provisoire. Le plan d'incitation financière à la production de drones en Inde avait été annoncé en septembre 2021. Ce régime partage 15 M USD entre différents fabricants de drones et de pièces de drones.

Les critères d'admissibilité au régime PLI pour les drones et leurs composants exigent un chiffre d'affaires annuel de 25 000 USD pour les entreprises de drones et de 620 000 USD pour les fabricants de composants de drones. Une valeur ajoutée de plus de 40 % du chiffre d'affaires est aussi demandée.

Le ministère des énergies renouvelables publie une nouvelle stratégie pour développer l'éolien offshore en Inde

Le ministère des énergies nouvelles et renouvelables (MNRE) vient de publier « *Strategy Paper for Establishment of Offshore Wind Energy Project* », qui explore différentes stratégies pour développer l'éolien offshore dans le pays. Cette annonce a lieu sept ans après la publication de la « *National offshore wind energy policy* » qui avait pour but de favoriser le développement de l'éolien offshore avec un objectif de 5 GW en 2022 et 30 GW en 2030. Cependant, à ce jour, le pays ne compte aucun projet en activité. Plusieurs raisons peuvent expliquer cette situation : le manque d'infrastructures, le manque de données sur les potentielles zones pouvant accueillir des installations et le coût anticipé de l'électricité générée trop important (8 INR/ kWh contre environ 2,8 INR/kWh pour l'éolien onshore).

Cette publication, très attendue des investisseurs, détaille trois modèles différents. Le premier mettra aux enchères une zone du Gujarat dans laquelle des études préalables ont déjà été réalisées par la *National Institute of Wind Energy (NIWE)* et offre un potentiel de 1 GW. Le second cible des zones identifiées par le NIWE mais où les développeurs devront réaliser l'intégralité des études préalables en bénéficiant d'aides financières du gouvernement. Les appels d'offres pour ce modèle se feront par tranches de 2 GW. Le troisième, dont les zones n'ont pas été identifiées, inclut les zones qui ne répondent pas aux deux premiers modèles. Des appels d'offres devraient être lancés dans les années à venir pour un total de 37 GW d'ici 2030.

Le ministère de l'électricité annonce l'approbation de 24 Mds USD de subventions pour soutenir la modernisation de 38 entreprises de distribution d'électricité

38 entreprises de distribution d'électricité (Discom) appartenant à des États indiens vont recevoir une aide de 24 Mds USD dans le cadre du plan gouvernemental Revamped Distribution Sector Scheme (RDSS) doté de 38 Mds USD pour aider les discoms en difficultés financières. Ces subventions visent notamment à réduire les

pertes électriques (12 Mds USD) et à favoriser le développement des compteurs intelligents (1,2 Mds USD). Les discoms indiennes sont majoritairement déficitaires malgré les nombreux plans adoptés successivement par les différents gouvernements sur les dernières années, avec des impacts négatifs sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment vis-à-vis des producteurs d'électricité.

Maldives

Hausse de la TVA à partir de 2023.

Le Ministère des finances maldivien a décidé de rehausser la *General Goods and Services Tax* de 6 à 8% et la *Tourism Goods and Services Tax* de 12 à 16% à partir de 2023. Le gouvernement maldivien entend ainsi répondre au contexte international, qui risque de peser sur le déficit public maldivien (hausse des subventions à l'énergie, baisse des entrées de touristes et recettes associées), structurel et qui a atteint 17% du PIB en 2021, mais aussi aux inquiétudes pesant sur la soutenabilité de la dette, et suit une recommandation du FMI renouvelée dans un rapport d'assistance technique récent, qui pointe la relative faiblesse de ces impôts par rapport à ceux pratiqués dans les économies comparables. La GGST et la TGST représentent année après année plus d'un tiers des recettes publiques aux Maldives, et l'effet de cette mesure est chiffré par le FMI à 2 à 3 points de PIB.

Népal

Exportations d'électricité vers l'Inde d'une valeur de 27 M USD au mois de juin

Depuis le début du mois de juin, la *Nepal Electricity Authority* (NEA) a exporté de l'électricité vers l'Inde pour une valeur de 2,15 Mds INR (27 M USD). Le tarif moyen de l'électricité vendue sur le marché indien en juin était de 9,67 INR (0,12 USD) par unité. Le porte-parole de l'AEN, Suresh Bahadur Chhetri, a

déclaré que l'autorité exportait 7 000 MW/h d'électricité vers l'Inde chaque jour. Pour information, la NEA a importé de l'électricité d'une valeur de 21,39 Mds INR (267 M USD) au cours de l'exercice 2021/22. La même année, un total de 2,81 Mds d'unités (35 M USD) d'électricité a été produit par les centrales hydroélectriques de l'autorité. C'est 6,96 % de moins que la production de 3,2 Mds d'unités (40 M USD) au cours de l'exercice 2020/21. De même, au cours de l'année 2020/21, de l'électricité d'une valeur de 13,42 Mds INR (168 M USD) a été importée d'Inde. En raison de la baisse de la production dans les centrales hydroélectriques de l'autorité, davantage d'électricité a dû être importée dans le pays l'année précédente.

Pakistan

Accord avec le FMI qui débloque 1,17 Mds USD

Le FMI a annoncé jeudi avoir signé un accord avec le Pakistan pour un nouveau prêt de 1,17 Mds USD suite à la réalisation des septième et huitième revues du programme *Extended Fund Facility* (EFF), portant le montant total des prêts à 7 Mds USD. Le FMI a cependant réhaussé la cible de surplus budgétaire, portée à 0,4% du PIB contre 0,2% auparavant, et a précisé que le gouvernement pakistanais devait se tenir prêt à « prendre toutes les mesures nécessaires ».

L'accord nécessite l'approbation du comité exécutif du FMI pour entrer en vigueur. Une fois l'accord validé, 1,17 Mds USD pourront être débloqués, portant à 4,2 Mds USD le total des fonds déboursés jusqu'à présent dans le cadre de ce programme. Le Premier ministre pakistanais espérait cependant obtenir 2 Mds USD.

Dans le but de répondre aux besoins financiers croissants du Pakistan sur l'exercice 2022/23, le FMI a déclaré qu'il considérait l'extension de l'EFF jusqu'à fin juin 2023, et une augmentation des prêts d'un montant d'1 Md USD, portant le montant total des prêts à 7 Mds USD.

Réduction du prix des carburants grâce à des subventions du gouvernement

Lors d'une déclaration à la télévision et à la radio, le Premier ministre Shahbaz Sharif a annoncé une réduction de 40,54 PKR sur le litre de diesel et de 18,50 PKR sur le litre d'essence, soit une réduction de 14,7% et 7,4% respectivement. Le gouvernement a également diminué les prix du litre de kérosène de 33,81 PKR, soit une diminution de 14,7%. Cette décision intervient dans le contexte d'une diminution globale des prix du pétrole, que le gouvernement souhaite répercuter sur les consommateurs selon la déclaration du Premier ministre.

Sri Lanka

Manifestations et démission du Président

Sri Lanka a connu le samedi 9 juillet, à la suite d'appels partagés massivement sur les réseaux sociaux, des manifestations d'ampleur contre les autorités, tenues responsables de la crise économique et sociale que connaît le pays. Les protestataires se sont introduits dans le secrétariat présidentiel, provoquant la fuite du Président Gotabaya Rajapakse, ainsi que dans la maison particulière du Premier Ministre Ranil Wickremesinghe, qui a été incendiée. Le Président a quitté Sri Lanka pour Singapour. Il a remis sa démission le 14 juillet. Le Premier Ministre a été désigné Président par intérim mais son maintien au pouvoir suscite une forte opposition de la majeure partie de la population. Le Parlement devrait être convoqué dans les prochains jours pour élire un nouveau Président. Il aura la charge de nommer un nouveau Premier Ministre qui devra tenter de constituer un gouvernement d'union nationale. Des élections générales pourraient être organisées après mars 2023 – date à partir de laquelle le nouveau Président pourra dissoudre le Parlement. Alors que les négociations avançaient bien sur un Staff Level Agreement avec le FMI, prévu pour l'été, les événements risquent de ralentir la mise en place d'un programme du Fonds, qui a réagi aux événements en appelant à la stabilité politique mais aussi en réaffirmant sa volonté de soutenir le pays et en se disant prêt à reprendre le dialogue dès que la situation politique le

permettrait. Le nouveau Président devra par ailleurs assumer des mesures impopulaires (nouvelles hausses d'impôts, hausse des prix de l'électricité, ...) malgré la perspective d'élections à court terme.

Extension au cas par cas du moratoire sur les dettes jusqu'à fin 2022

La Banque centrale sri lankaise (CBSL) a publié une circulaire le 7 juillet demandant aux banques commerciales et spécialisées agréées d'accorder des concessions (période de grâce sur le paiement de tout ou partie du principal et des intérêts, restructurations, facilitation des remboursements anticipés, etc.) au cas par cas aux acteurs économiques, tous secteurs confondus, qui seraient particulièrement affectés par les conditions macroéconomiques exceptionnelles prévalant dans le pays, tout en veillant à préserver la stabilité du système bancaire. La circulaire détaille certaines modalités de restructuration des crédits selon qu'il s'agit de crédits performants ou non-performants, en roupies ou en devises: valeur maximale cumulée des versements, taux d'intérêt maximal applicable pendant la période de concession pour les crédits en roupies ou taux mutuellement agréé pour ceux en devises, et demande la suspension sous conditions des actions de recouvrement entreprises par les banques pour les crédits déclarés non-performants entre 2020 et fin 2022. Les emprunteurs doivent adresser une demande à leur banque avant la fin du mois de juillet s'ils entendent bénéficier de ces mesures; les demandes de remboursements anticipés sans frais doivent quant à elles être formulées avant fin septembre.

Résorption du déficit commercial à 404 M USD en mai

Le déficit commercial sur le mois de mai se résorbe, à 404 M USD (contre 716 M USD en mai 2021). Il atteint 3,5 Mds USD sur les cinq premiers mois de l'année 2022, et devient ainsi inférieur au déficit commercial sur la période correspondante en 2021 (3,7 Mds USD).

Les importations décroissent fortement en g.a. (-9,7%) à 1,5 Md USD en avril 2022, pour le

deuxième mois consécutif après une chute de 5,6% et de 0,5% en g.a. en mars et avril respectivement. Le renchérissement des importations suite à la dépréciation de la roupie (-45% face au dollar), les difficultés de financement et les mesures de restriction des importations contribuent à la chute de celles-ci, dans la quasi-totalité des catégories de produits. Seule la facture énergétique en avril (461 M USD, +39,6%) témoigne d'une hausse significative. En particulier, les importations de produits intermédiaires, hors énergie, chutent de 19,6% en g.a. sur ce mois.

Les exportations croissent en g.a. pour le deuxième mois consécutif, à 1,0 Md USD en mai

(+17,5%), surtout portées par les exportations industrielles (853 M USD, +24,2% en g.a.) qui atteignent 4,3 Mds USD depuis le début de l'année (+17,4% en g.a.). Les exportations agricoles décroissent à nouveau en mai (191 M USD, -4,2% en g.a.), et de 5,3% en g.a. sur les cinq premiers mois (975 M USD), pénalisées par les faibles récoltes et la perte de certains marchés d'exportation (Russie). Les exportations de thé et d'épices décroissent en particulier de 12,5% (66 M USD) en mai et de 20,7% (34 M USD) entre janvier et mai. Les exportations totales, sur les cinq premiers mois, atteignent 5,3 Mds USD (+12,2% en g.a.).

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Stable	A4	B
Bangladesh	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
Pakistan	B3	Négative	B-	Stable	B-	Stable	D	D
Sri Lanka	Ca	Stable	CC	Négative	C	-	D	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international